

P

PREMIÈRES INFORMATIONS

et PREMIÈRES SYNTHÈSES

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 1996

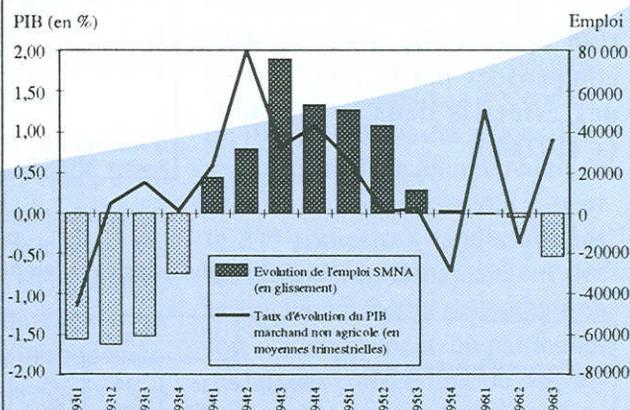
Du point de vue du marché du travail, le troisième trimestre 1996 se situe tout à fait dans le prolongement des trois précédents : l'emploi salarié reste depuis un an pratiquement stable dans un contexte de faible croissance économique et le chômage continue à augmenter dans la mesure où la population active poursuit sa progression.

Les flux d'entrées dans les dispositifs spécifiques de politique d'emploi continuent à diminuer, notamment les emplois aidés dans le secteur non marchand et les stages.

Maintien des créations d'emplois dans le tertiaire, dégradation dans l'industrie et la construction

En dépit des à-coups conjoncturels (baisse du PIB marchand au 4^{ème} trimestre 1995 et au 2^{ème} trimestre 1996, mais hausse au 1^{er} et au 3^{ème} trimestre de cette année), les effectifs salariés restent pratiquement au même niveau depuis un an (graphique 1 et tableau 1).

Graphique 1
Évolutions trimestrielles du PIB et de l'emploi (CVS)



Source : INSEE, Comptes trimestriels.

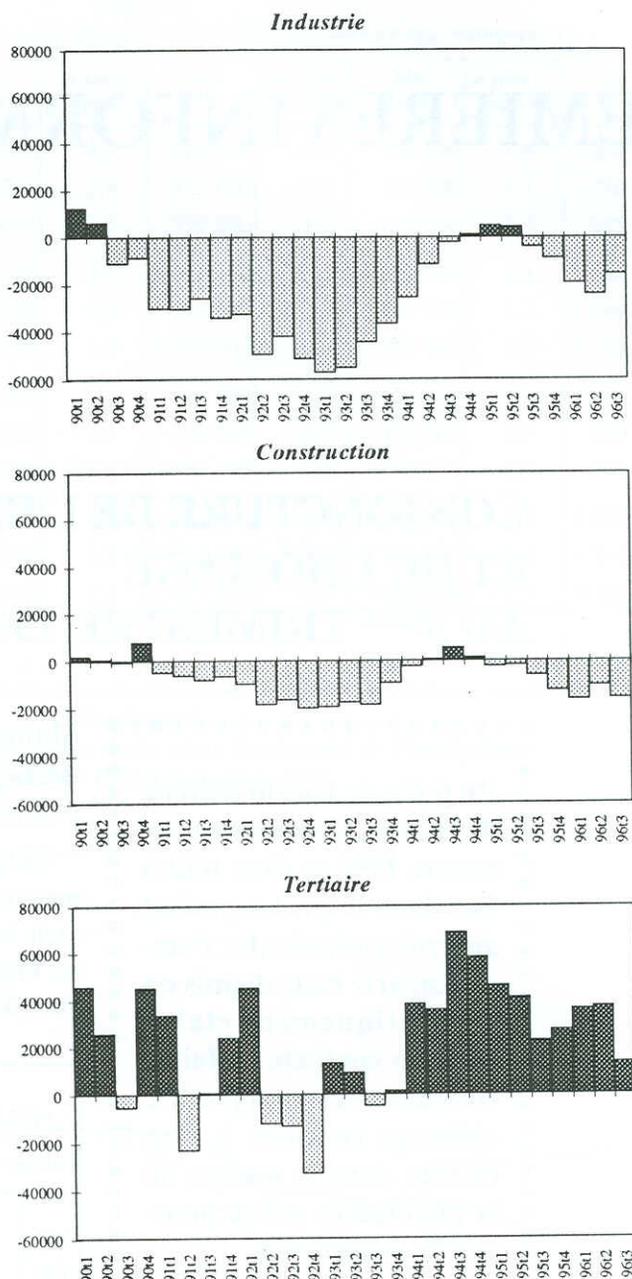


Au cours des derniers trimestres, le secteur tertiaire a seul continué à créer des emplois à un rythme soutenu (environ + 0,4 % chaque trimestre) (graphique 2). Certains sous-secteurs comme les activités immobilières ou les services aux entreprises se sont même redressés entre le deuxième semestre 1995 et le premier semestre 1996 (tableau 2). Le troisième trimestre 1996 semble toutefois marquer un léger ralentissement dans le rythme de création d'emplois des secteurs tertiaires, pris dans leur ensemble (+ 0,2 %).

En revanche, les réductions d'effectifs s'accroissent dans la construction (- 3,7 % sur les neuf premiers mois de 1996), ainsi que dans l'industrie mais à un rythme moindre (- 1,5 % sur la même période). Tous les secteurs industriels ont connu une détérioration dans l'évolution de leurs effectifs entre la deuxième moitié de 1995 et la première moitié de 1996 : c'est notamment le cas de l'automobile, qui créait des emplois en 1995 et en supprime en 1996 (- 1,6 % en six mois).

Au total, sur un an, de septembre 1995 à septembre 1996, les pertes d'emplois dans l'industrie (- 70 000) et dans la construction (- 60 000) sont presque compensées par la progression des effectifs dans le tertiaire (+ 110 000).

Graphique 2
Évolutions trimestrielles de l'emploi par grand secteur (CVS)



Sources : MTAS-DARES, INSEE, UNEDIC.

Tableau 1
Evolution de l'emploi salarié (1) (en données corrigées des variations saisonnières)

En milliers

Secteur d'activité en NAF	1994			1995			1996			Variation (%) par rapport au :		
	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	trim. précéd.	même trim. de l'année précéd.
ET : Industrie	4 152,5	4 150,1	4 151,4	4 156,5	4 160,9	4 156,6	4 147,6	4 128,1	4 103,8	4 088,0	- 0,4	- 1,7
EH : Construction	1 183,9	1 189,3	1 190,9	1 188,3	1 186,4	1 180,0	1 167,2	1 150,6	1 139,9	1 123,8	- 1,4	- 4,8
EV : Tertiaire	7 773,8	7 842,4	7 900,7	7 946,8	7 987,7	8 010,5	8 037,9	8 074,0	8 111,1	8 124,7	+ 0,2	+ 1,4
Ensemble des secteurs	13 110,2	13 181,8	13 243,0	13 291,6	13 335,0	13 347,1	13 352,7	13 352,7	13 354,8	13 336,5	- 0,1	- 0,1

(1) - Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Séries reconstituées en ancienne nomenclature (données cvs)

U2 à U13 Ensemble des secteurs marchands non agricoles. C101-C102	14 431,8	14 507,4	14 560,4	14 611,1	14 654,2	14 665,6	14 666,8	14 666,1	14 663,9	14 642,1	- 0,1	- 0,2
---	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	-------	-------

Sources : MTAS-DARES, INSEE, UNEDIC.

Tableau 2
Évolution de l'emploi depuis 1993

	Variation en 1994 (en milliers)	Niveau fin 1994 (en milliers)	Variation en 1995 (en milliers)	Niveau fin 1995 (en milliers)	Variations (en %)			Variations semestrielles cvs (en %)					
					1993	1994	1995	94.1	94.2	95.1	95.2	96.1	
Salariés	258	19 497	177	19 674	-0,7	1,3	0,9						
<i>Agriculture</i>	<i>-1</i>	<i>269</i>	<i>2</i>	<i>271</i>	<i>-1,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,7</i>						
<i>Industrie</i>	<i>-39</i>	<i>4 133</i>	<i>-4</i>	<i>4 129</i>	<i>-4,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,1</i>	
<i>dont :</i>													
- IAA	-2	528	-1	527	-0,7	-0,3	-0,2	-1,0	0,6	-0,7	0,5	-0,8	
- Biens de consommation	-15	787	-13	774	-4,6	-1,9	-1,7	-0,8	-1,1	-0,4	-1,2	-1,4	
- Automobile	-9	284	4	288	-3,5	-2,9	1,4	-2,2	-0,8	0,5	0,9	-1,6	
- Biens d'équipement	-12	797	3	800	-6,6	-1,5	0,3	-1,4	-0,1	0,7	-0,4	-0,5	
- Biens intermédiaires	-1	1 477	6	1 483	-5,2	0,0	0,4	-0,6	0,6	0,7	-0,3	-1,2	
- Energie	0	259	-3	256	-0,6	-0,1	-1,1	0,1	-0,2	-0,7	-0,4	-0,4	
Construction	5	1186	-24	1 162	-5,2	0,4	-2,0	-0,1	0,6	-0,4	-1,6	-2,3	
Tertiaire (1)	198	7 857	138	7 996	0,3	2,6	1,8	1,0	1,6	1,1	0,6	0,9	
<i>dont :</i>													
- Commerces	33	2 488	27	2 514	-0,7	1,3	1,1	0,2	1,2	0,6	0,5	0,6	
- Transports	10	895	16	911	-1,3	1,1	1,8	0,2	0,9	1,3	0,5	0,4	
- Activités financières	2	669	-6	664	-0,7	0,4	-0,9	-0,2	0,6	-0,1	-0,8	-0,8	
- Activités immobilières	5	305	-7	298	1,3	1,6	-2,3	0,8	0,7	-1,4	-0,9	0,5	
- Services aux entreprises	95	2 180	36	2 216	0,3	4,6	1,7	2,9	1,8	2,1	-0,4	1,5	
- Services aux particuliers	53	1 321	72	1 392	3,6	4,2	5,4	0,4	3,6	1,4	3,8	1,7	
Tertiaire (2)	95	6 053	65	6 117	1,8	1,6	1,1						
Non-salariés	-49	2 579	-46	2 533	-3,0	-1,9	-1,8						
EMPLOI TOTAL	210	22 076	131	22 207	-1,0	1,0	0,6						

(1) hors administration, éducation, santé et action sociale.

(2) administration, éducation, santé et action sociale.

Les effectifs de l'industrie, de la construction et du tertiaire sont estimés en nouvelle nomenclature NAF à partir des statistiques UNEDIC et de l'enquête ACEMO du Ministère du travail et des affaires sociales.

Source : INSEE, MTAS-DARES, UNEDIC.

Légère baisse des entrées dans les dispositifs spécifiques de la politique d'emploi

La baisse du nombre d'entrées dans les dispositifs spécifiques de la politique d'emploi se poursuit au troisième trimestre 1996 : par comparaison avec le même trimestre de l'année précédente, elle est de - 4,1 % après - 7,4 % au deuxième trimestre. Il faut toutefois distinguer selon les groupes de mesures (tableau 3).

L'ensemble des mesures d'aide à l'emploi dans le secteur marchand régresse très légèrement (- 1,3 %), malgré la bonne tenue des CIE (Contrats Initiative Emploi) en aug-

(1) + 15% si l'on compare les CIE de 1996 aux CIE et CRE de 1995.

(2) Rappelons qu'à cette date, l'APEJ est théoriquement supprimée et le CIE subit des modifications importantes dans un sens plus restrictif qu'auparavant.

mentation de 36 % (1) par rapport au 3^{ème} trimestre 1995, et de l'APEJ (+ 7 %). Ces deux mesures ralentissent toutefois fortement en septembre (2) (respectivement - 8 % et - 31 % par rapport à septembre 1995).

Les formations en alternance continuent à baisser mais à un rythme nettement ralenti par rapport à celui du deuxième trimestre : les contrats d'adaptation reculent mais l'apprentissage se maintient et les contrats de qualification redémarrent. Ceci ajouté à la reprise des exonérations pour l'embauche d'un premier salarié pourrait annoncer un certain raffermissement de l'activité économique perceptible à travers les embauches.

Par contre, dans les secteurs non marchands, les embauches aidées accusent une baisse de 12,4 % entre les 3^{ème} trimestres 1995 et

1996. Le flux des CES (Contrats Emploi Solidarité) diminue de 29 000, ce qui n'est pas compensé par les 8 000 CEC (Contrats Emploi Consolidé) supplémentaires enregistrés sur la même période. Toujours par rapport au 3^{ème} trimestre 1995, le volume des actions d'insertion et de formation se réduit de 5 000 (- 11,8 % après - 24,8 % pour le 2^{ème} trimestre), tandis que les mesures d'accompagnement des restructurations sont au contraire en fort développement, en particulier du fait des conventions de conversion qui remontent vigoureusement au mois de septembre.

La hausse du chômage se poursuit au troisième trimestre

Au troisième trimestre 1996 comme au deuxième, la stagnation de l'emploi accompagnée d'une

RETOUR SUR LE BILAN EMPLOI-CHÔMAGE DES ANNÉES 1993 A 1995

La disponibilité des statistiques provisoires d'emploi de l'UNEDIC au 31 décembre 1995 et des résultats plus détaillés concernant les mesures de politique d'emploi permet d'affiner le premier bilan des évolutions récentes de l'emploi et du chômage qui avait été présenté au mois de mars (cf. «De la mi-1994 à la mi-1995 : une embellie sur l'emploi», Premières Synthèses, n° 129, mars 1996).

En 1993, année très dégradée en termes d'emploi et de chômage, la progression de la population active a été nettement inférieure à la tendance (tableau). En 1994, en revanche, l'écart est largement positif entre une population active très dynamique du fait surtout des 210 000 créations nettes d'emploi enregistrées cette année là, et de ressources en main-d'oeuvre croissant un peu moins que l'année précédente : de fait, comme en 1993, à peu près la moitié de l'écart peut s'expliquer par les effets de la politique de retrait d'activité sur la population active, estimés à environ - 45 000 en 1993 et à + 40 000 en 1994.

Par contre l'année 1995 est plus difficile à interpréter : du fait du retournement conjoncturel brutal intervenu en milieu d'année, les créations nettes d'emploi sont beaucoup plus modestes que l'année précédente. Cependant le chômage, mesuré par l'indicateur des DEFM de catégorie 1 + 6 diminue de près de 20 000 entre la fin 1994 et la fin 1995, compte tenu des perturbations statistiques entraînées par la mise en place d'un nouveau document d'actualisation de la situation des demandeurs d'emploi au mois de juin (1). La croissance de la population active semble donc avoir fortement baissé de rythme, ce que ne peuvent expliquer ni les évolutions démographiques, ni les mesures prises en matière de politique d'emploi, qui auraient eu plutôt pour effet de gonfler la population active disponible, d'environ 50 000.

La seule explication possible, outre le caractère incertain et provisoire de ces estimations (problèmes des créations d'emploi à temps partiel et de mesure du chômage notamment) pourrait tenir à des modifications de comportement (spontanées ou non) de la part de certaines catégories de la population active, suite à la dégradation de la situation du marché du travail intervenue à partir de l'été : jeunes, femmes, etc...

Bilan des évolutions de l'emploi et du chômage au cours des trois dernières années

Valeurs brutes en milliers

	1993	1994	1995
Variation de l'emploi (y c. contingent) (1).....	- 226	+ 207	+ 124
Variation des DEFM (catégories 1 + 6) (2).....	+ 324	+ 23	- 19
Variation de la pseudo population active * (3) = (1) + (2).....	+ 98	+ 230	+ 105
Variation des ressources en main-d'oeuvre (4).....	+ 195	+ 160	+ 160
Ecart ** (3) - (4).....	- 97	+ 70	- 55

* Il ne s'agit pas ici en toute rigueur de la population active mais d'un indicateur calculé à partir des évolutions de l'emploi et des DEFM.

** Cet écart est théoriquement le reflet de l'impact des mesures de politique de retrait d'activité sur la population active potentielle. Il peut aussi s'expliquer, outre l'imprécision des estimations, par d'éventuels effets de flexion conjoncturelle des taux d'activité.

Source : INSEE pour la ligne (1); ANPE-DARES pour la ligne (2); DARES pour la ligne (4).

(1) Si l'on retient l'indicateur des seules DEFM de catégorie 1, la baisse est encore plus prononcée, et si l'on privilégie plutôt l'approche en termes de chômage BIT, il y a encore diminution du chômage d'environ 20 000 au cours de l'année 1995 (cf. nouvelles séries du chômage au sens du BIT publiées par l'INSEE dans le n° 287 d'Informations Rapides du 15/10/1996).

Tableau 3
La politique de l'emploi entre 1994 et 1996

France Métropolitaine

Données arrêtées au 14 novembre 1996	Année 1994	Année 1995				Année 1996			Évolution annuelle			
	Entrées Trim.4 1994	Entrées Trim.1 1995	Entrées Trim.2 1995	Entrées Trim.3 1995	Entrées Trim.4 1995	Entrées Trim.1 1996	Entrées Trim.2 1996	Entrées Trim.3 1996	T4.95/ T4.94	T1.96/ T1.95	T2.96/ T2.95	T3.96/ T3.95
Emploi aidé dans le secteur marchand ..	341 023	260 985	211 747	227 177	353 915	260 510	220 889	224 320	3,8	-0,2	4,3	-1,3
Abaissement de coûts salariaux	165 982	146 925	133 544	138 459	193 521	166 078	165 398	148 535	16,6	13,0	23,9	7,3
Abattements-temps partiel	64 643	60 509	52 014	45 456	57 690	52 834	49 063	45 842	-10,8	-12,7	-5,7	0,8
Exonérations-1er salarié	24 916	22 879	17 451	14 703	16 940	17 792	17 822	16 082	-32,0	-22,2	2,1	9,4
Exonérations 2 ^e et 3 ^e salarié ..	3 310	2 871	2 674	2 577	3 002	1 659	577	93	-9,3	-42,2	-78,4	-96,4
Contrats de Retour à l'Emploi	49 651	51 042	54 603	9 762	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats Initiative Emploi	-	-	-	57 563	96 921	80 745	87 377	77 558	95,2(*)	58,2(*)	60,0(*)	15,2(*)
Aide au Premier l'emploi des Jeunes	23 462	9 624	6 802	8 398	18 968	13 048	10 559	8 960	-19,2	35,6	55,2	6,7
Formation en alternance ...	145 633	86 209	46 540	62 211	136 152	77 203	38 874	61 034	-6,5	-10,4	-16,5	-1,9
Contrats d'apprentissage	86 362	38 374	11 695	35 584	87 916	39 003	12 128	35 790	1,8	1,6	3,7	0,6
Contrats de qualification	43 181	30 635	18 345	15 160	35 135	25 451	14 569	16 369	-18,6	-16,9	-20,6	8,0
Contrats d'adaptation	15 112	16 335	15 367	10 765	12 734	12 184	11 300	8 497	-15,7	-25,4	-26,5	-21,1
Contrats d'orientation	978	865	1 133	702	367	565	877	378	-62,5	-34,7	-22,6	-46,2
Aide à la création d'emplois et d'activités												
ACCRES (a)	24 148	22 084	25 612	20 914	18 119	10 901	9 985	8 264	-25,0	-50,6	-61,0	-60,5
Insertion par l'économie												
Entreprises d'Insertion	5 260	5 767	6 051	5 593	6 123	6 328	6 632	6 487	16,4	9,7	9,6	16,0
Associations Interméd. (b) ...	184 068	179 060	204 974	201 392	200 049	187 304	216 795	203 677	8,7	4,6	5,8	1,1
Emploi aidé dans le secteur non marchand	201 438	180 462	177 803	171 722	169 920	165 494	148 034	150 489	-15,6	-8,3	-16,7	-12,4
Contrats Emploi-Solidarité (n.conv+ave.)	193 865	171 470	166 694	158 900	154 856	148 507	129 336	130 078	-20,1	-13,4	-22,4	-18,1
Contrats Emploi Consolidé (n.conv+ave.)	7 573	8 992	11 109	12 822	15 064	16 987	18 698	20 411	98,9	88,9	68,3	59,2
Actions d'insertion et de formation	135 567	89 933	99 406	48 661	113 294	64 031	74 791	42 897	-16,4	-28,8	-24,8	-11,8
- auprès des adultes :	106 891	67 205	77 200	39 813	91 833	53 024	67 692	39 532	-14,1	-21,1	-12,3	-0,7
. Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (c)	93 010	54 915	63 319	31 671	78 961	43 089	57 621	31 102	-15,1	-21,5	-9,0	-1,8
. Stages d'Accès à l'Entr. (c) ..	10 300	10 224	12 231	7 187	9 809	8 338	8 673	7 304	-4,8	-18,4	-29,1	1,6
. Stages FNE-cadres (c)	3 581	2 066	1 650	955	3 063	1 597	1 398	1 126	-14,5	-22,7	-15,3	17,9
- auprès des jeunes (d)	28 676	22 728	22 206	8 229	21 461	11 007	7 099	3 365	-25,2	-51,6	-68,0	-59,1
dont : Crédit Formation Individualisé	28 519	22 693	22 196	8 202	21 275	11 006	7 097	2 852	-25,4	-51,5	-68,0	-65,2
(hors programmes régionaux)												
Accompagnement des restructurations	61 206	59 553	50 032	45 656	50 608	59 970	55 368	55 328	-17,3	0,7	10,7	21,2
Conv. de Conversion (e) ..	32 847	35 105	29 846	27 220	27 830	39 017	34 296	33 856	-15,3	11,1	14,9	24,4
Mesures du FNE	11 776	7 257	9 072	7 820	11 158	7 148	11 317	11 062	-5,2	-1,5	24,7	41,5
dont :												
- Cellules de Reclassement (f) ..	6 954	2 894	5 514	4 614	6 249	3 342	7 006	6 223	-10,1	15,5	27,1	34,9
- Aide passage à mi-tps/ Temps partiel (g)	2 328	2 115	2 107	2 056	3 468	2 199	2 686	2 961	49,0	4,0	27,5	44,0
Prétraitements Allocations Spéciales FNE (e)	9 591	8 523	4 962	4 862	5 336	5 957	4 987	4 939	-44,4	-30,1	0,5	1,6
Prétraitements Progressives (e) ..	6 992	8 668	6 152	5 754	6 284	7 848	4 768	5 471	-10,1	-9,5	-22,5	-4,9
Total	739 234	590 933	538 988	493 216	687 737	550 005	499 082	473 034	-7,0	-6,9	-7,4	-4,1

(*) comparaison CRE et CIE pour la période correspondante.

Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) nb de bénéficiaires ; (b) nb de personnes mises à disposition, non cumulable ; (c) entrées en stage ; (d) entrées en rémunération ; (e) premiers paiements ; (f) bénéficiaires potentiels ; (g) adhésions individuelles.

Sources : MTAS-DARES, CNASEA, ANPE, UNEDIC.

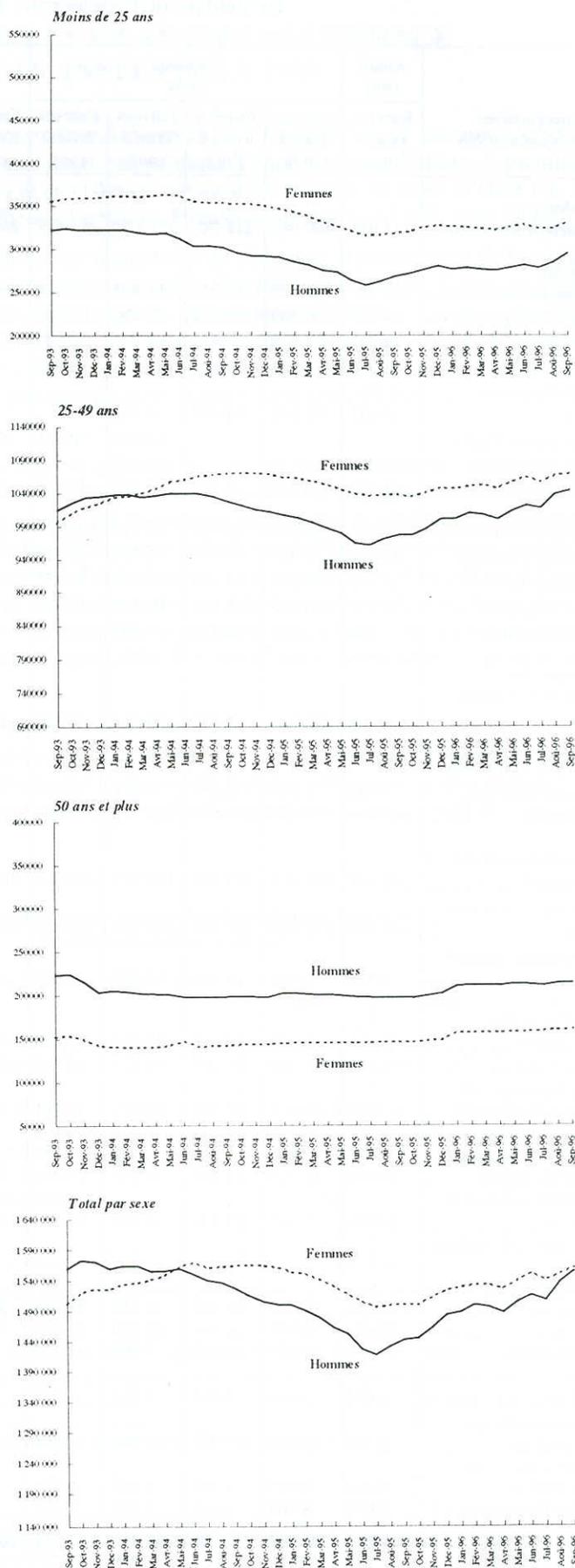
progression des ressources en main-d'œuvre et d'un tassement des entrées dans les dispositifs de politique d'emploi (essentiellement non marchand), aboutit à un accroissement du chômage. Fin septembre 1996, le nombre de personnes inscrites à l'ANPE en catégorie 1 est de 3 112 800 (en données CVS) : il s'est accru de 47 000 en trois mois (+ 1,5 %) et de 170 000 en un an (+ 5,8 %). Le profil mensuel de la série continue d'être accidenté (graphique 3), du fait des évolutions relativement aléatoires du nombre de demandeurs ayant eu une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois (catégorie 6).

Fin septembre 1996, le taux de chômage au sens du BIT atteint le niveau de 12,6 %, en hausse de 0,2 point sur trois mois et de 1,2 point sur un an (graphique 4). Ce sont les jeunes hommes qui, comme au second trimestre, sont les plus touchés par cette aggravation de la situation du marché du travail, dont pâtissent également les hommes de 25 à 49 ans (tableau 4). En revanche, le chômage féminin augmente peu.

Au troisième trimestre 1996, les entrées à l'ANPE enregistrent une diminution de 1,1% par rapport au deuxième trimestre, lui-même en baisse par rapport au premier. Mais sur un an, l'accroissement reste significatif (+ 3,9 %) (graphique 5). Les inscriptions consécutives à un licenciement et les premières entrées sur le marché du travail contribuent le plus à l'augmentation des flux d'entrées (de l'ordre de + 7 %), alors que les fins de contrat à durée déterminée ne sont guère plus nombreuses (+ 1,5 %) et que les fins de mission d'intérim diminuent (-3,3 %), en lien avec le ralentissement de l'activité économique en fin 1995 et au cours des premiers mois de 1996.

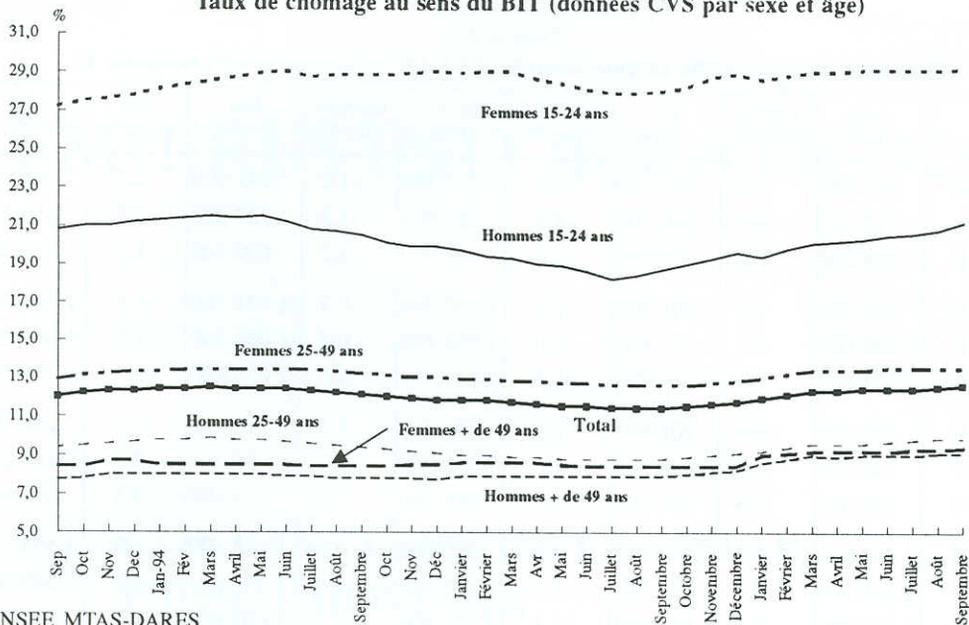
Globalement, le nombre de sorties de l'Agence progresse entre le deuxième et le troisième trimestre (+1,2 %), mais les sorties du chô-

Graphique 3
Demandes d'emploi en fin de mois par sexe et âge (données CVS)



Sources : MTAS-DARES, ANPE, INSEE.

Graphique 4
Taux de chômage au sens du BIT (données CVS par sexe et âge)



Sources : INSEE, MTAS-DARES.

mage pour reprise d'emploi continuent pour leur part de reculer : - 6 % au troisième trimestre après - 0,9 % au deuxième.

Le recul du chômage de longue durée s'interrompt à partir du mois d'août : de fin juin à fin septembre le nombre de demandeurs d'emploi de plus d'un an d'ancienneté s'accroît de 3,6 %, après avoir connu une baisse sensible au cours des cinq trimestres précédents (graphique 6). Le retournement est essentiellement lié aux demandeurs inscrits depuis un à deux ans : ceci renvoie en bonne partie à l'afflux des nouveaux inscrits de l'été 1995 qui ont atteint les 12 mois d'ancienneté d'inscription au cours du 3^{ème} trimestre 1996. Sur un an, le nombre de chômeurs de longue durée est stable mais leur part parmi l'ensemble des demandeurs de catégorie 1 diminue de 2 points : 33,7 % contre 35,7 % fin septembre 1995.

Valérie ANDRÉ,

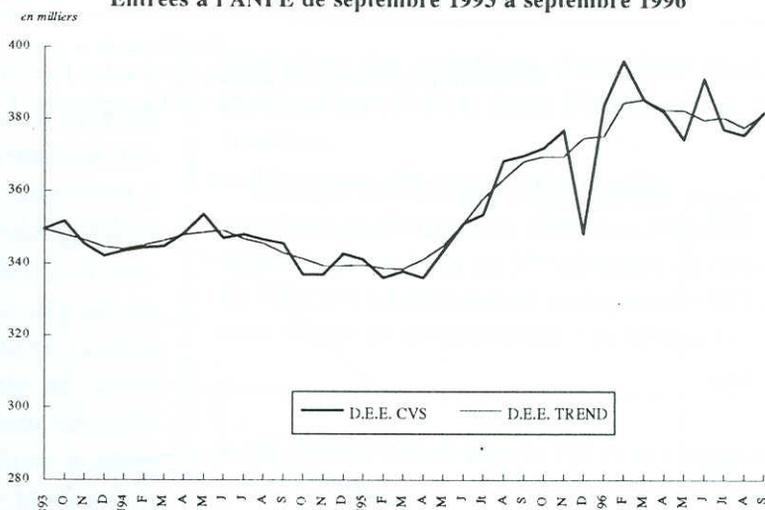
Nathalie BOURDON,

Hubert DENIS DU PEAGE

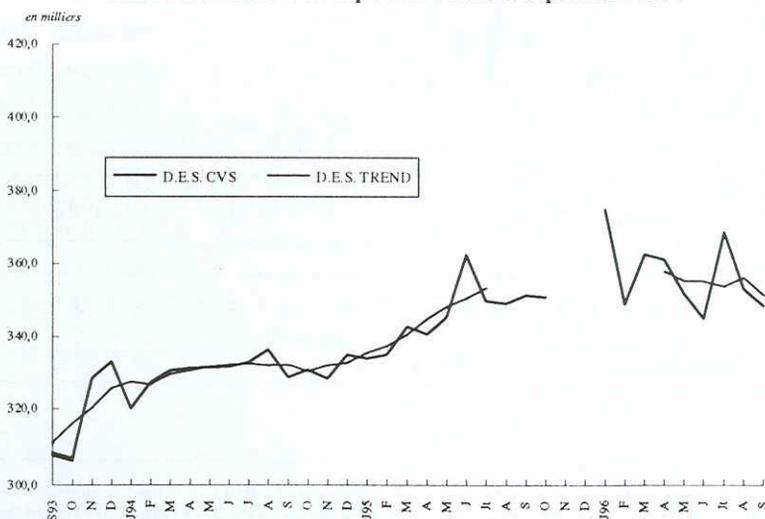
et Olivier MARCHAND.

(DARES).

Graphique 5
Entrées à l'ANPE de septembre 1993 à septembre 1996



Sorties de l'ANPE de septembre 1993 à septembre 1996



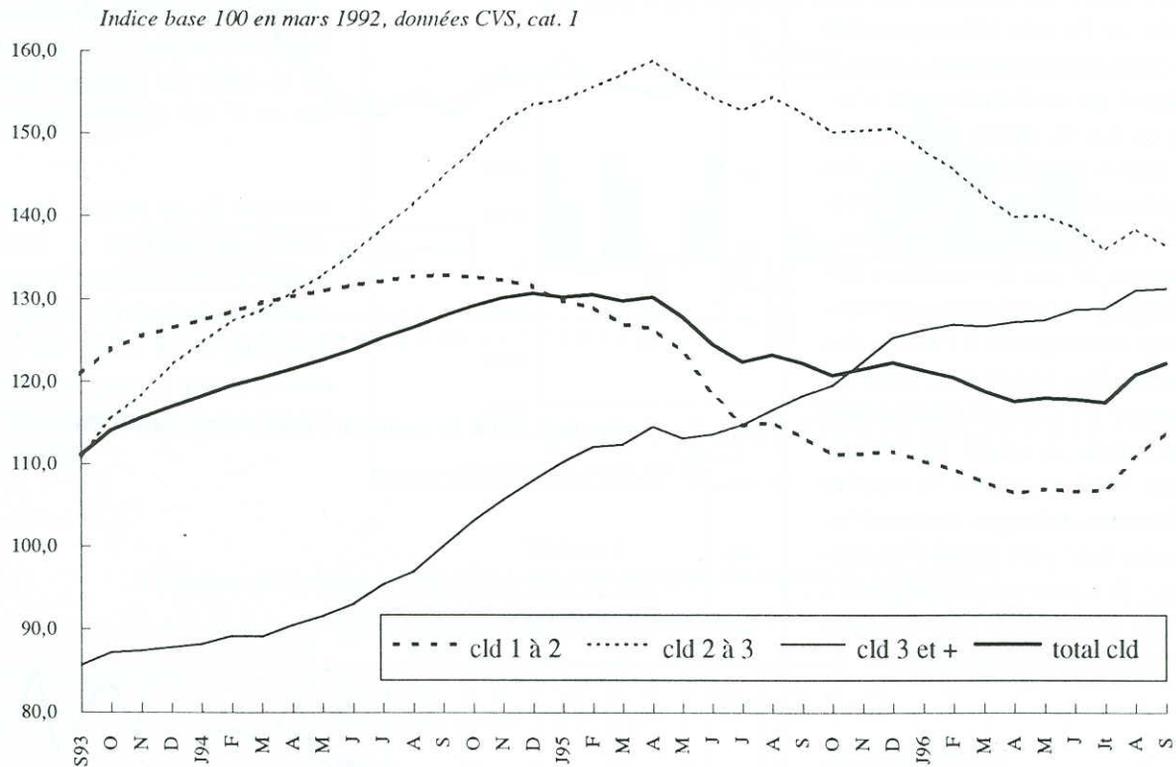
Sources : ANPE, INSEE, MTAS-DARES.

Tableau 4
Demandes d'emploi en fin de mois (données CVS 1996, par sexe et âge, catégorie 1)

		sept. 1995	sept95/ juin 95	déc 1995	déc95/ sept 95	mars 1996	mars96/ déc 95	juin 1996	juin/ mars 96	sept. 1996	sept96/ juin 96
< 25 ans	H	267 600	1,6	279 700	4,5	276 300	-1,2	281 300	1,8	294 800	4,8
	F	317 600	-0,9	326 700	2,9	322 900	-1,2	327 800	1,5	330 400	0,8
	E	585 200	0,2	606 400	3,6	599 200	-1,2	609 100	1,7	625 200	2,6
25/49 ans	H	977 000	1,2	1 001 200	2,5	1 007 900	0,7	1 021 700	1,4	1 044 300	2,2
	F	1 037 000	-0,2	1 047 800	1,0	1 052 100	0,4	1 064 700	1,2	1 069 000	0,4
	E	2 014 000	0,5	2 049 000	1,7	2 060 000	0,5	2 086 400	1,3	2 113 300	1,3
50 ans et +	H	197 300	-0,2	201 600	2,2	211 300	4,8	212 000	0,3	214 100	1,0
	F	146 200	0,8	148 500	1,6	156 900	5,7	158 100	0,8	160 200	1,3
	E	343 500	0,3	350 100	1,9	368 200	5,2	370 100	0,5	374 300	1,1
TOTAL	H	1 441 900	1,1	1 482 500	2,8	1 495 500	0,9	1 515 000	1,3	1 553 200	2,5
	F	1 500 800	-0,2	1 523 000	1,5	1 531 900	0,6	1 550 600	1,2	1 559 600	0,6
	E	2 942 700	0,4	3 005 500	2,1	3 027 400	0,7	3 065 600	1,3	3 112 800	1,5

Sources : ANPE, MTAS-DARES, INSEE.

Graphique 6
Évolution du chômage de longue durée selon l'ancienneté de l'inscription,
de septembre 1993 à septembre 1996



Sources : ANPE, INSEE, MTAS-DARES.

PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHESSES sont éditées par le Ministère du travail et des affaires sociales, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 20 bis rue d'Estrées 75700 Paris 07 SP. Tél. : 01.44.38.22.60, Télécopie 01.44.38.24.43. Directeur de la publication : Claude Selbel.

Secrétariat de rédaction : Jean-Yves Rognant et Catherine Demaison. Maquettistes : Daniel Lepesant et Guy Barbut. Conception graphique : Ministère du travail et des affaires sociales. Flashage : AMC, Paris. Impression : Ecoprint, Pontcarré et JCDM-BUDY, Paris. Reprographie : DARES. Abonnements : la documentation Française, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers cedex. Tél. : 01.48.39.56.00. Télécopie : 01.48.39.56.01 - PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHESSES : 1 an (52 n°) : 650 F - Europe : 730 F - Autres pays : 970 F. Publicité : Ministère du travail et des affaires sociales. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD.